



- Festival Voix des Femmes à Tétouan
- Scandale du Libor: explications
- Ramadan : Les prix flambent
- 2ème Rencontre internationale de la Francophonie économique
- Amin Maalouf, nouvel "Immortel"

## Dossier

### Économie du Maghreb

### Le Maroc pays émergent

**Charles Saint-Prot,**  
Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques (Paris)

Le Maroc a célébré le 30 juillet, le treizième anniversaire de l'intronisation du roi Mohammed VI. Dans un contexte de mondialisation accélérée, cette période a été marquée par des évolutions considérables sur le plan économique. Après une période consacrée au développement des infrastructures fondamentales, notamment

les grands barrages pour la production d'électricité, et le rétablissement des grands équilibres macro-économiques dans les années 1990, le Maroc s'est installé sur un palier de croissance (hors agriculture) à 6% environ. C'est dans ce

contexte que, depuis 1999, le roi Mohammed VI a initié de grands projets structurants avec le désenclavement des régions de la Méditerranée aux provinces sahariennes et la mise en place d'infrastructures modernes dans le domaine routier (autoroutes), portuaire (Tanger Med), aéroportuaire et ferroviaire (TGV).



Il faut observer que le pays plutôt bien résisté à la crise internationale en conservant un bon chiffre dans l'industrie du tourisme et, grâce à sa stabilité et à ses compétences, le pays continue à attirer les grands investisseurs étrangers, comme le montrent l'installation de Renault dans la région de Tanger ou l'investissement du groupe

agro-alimentaire français Danone dans la Centrale Laitière marocaine. En outre, selon les experts internationaux l'attractivité du Maroc pour les investissements étrangers devra également se renforcer à long terme. Sur le plan agricole, l'une des

richesses du pays, l'effort de modernisation se poursuit (Plan vert) tandis que le dynamisme industriel (Plans Emergence) ne se dément pas.

Ainsi, le complexe sidérurgique Maghreb Steel de Mohammedia,

Suite Page 2



### Algérie (1962-2012) : un médiocre bilan économique

**Henri-Louis VEDIE,**  
Professeur émérite au Groupe HEC-France

Les anniversaires sont toujours l'occasion de faire un bilan de ce qui s'est passé avant et de ce qui pourrait se passer après. L'Algérie qui a fêté le cinquantième anniversaire de son indépendance (juillet 1962), est donc confrontée à l'inévitable bilan économique, à défaut d'un bilan politique.

Cinquante ans se sont donc écoulés depuis le passage de la souveraineté française à la souveraineté algérienne. Cinquante ans au cours desquels les autorités dirigeantes de ce pays ont disposé de ressources énergétiques importantes, principalement gazières, pour mettre en œuvre un processus d'industrialisation dont le pays avait et a toujours besoin, pour répondre aux attentes d'une population de plus en plus nombreuse et jeune, donc de plus en plus nombreuse à la recherche d'un emploi. En vérité le bilan économique des cinquante ans d'indépendance de l'Algérie est plus que mitigé. ce qui fait que l'envoyée spéciale de RFI à Alger a pu noter que « le cinquantième anniversaire n'a guère passionné les Algériens plus préoccupés

par leurs difficultés quotidiennes ». Le premier constat est celui du maintien d'une trop grande dépendance de l'économie algérienne vis à vis des hydrocarbures, pétrole et gaz. Et ce d'autant plus que les ressources pétrolières sont aujourd'hui en voie d'extinction. Reste le gaz, bien sûr. Mais, en annonçant, le 4 juillet, un éventuel plan de rigueur, pour compenser la baisse du prix du pétrole et du gaz, le ministre des finances Karim Djoudi a bien marqué la faiblesse structurelle de l'économie du pays. En estimant le manque à gagner pour l'année à 20 milliards de dollars, dans l'hypothèse d'une tendance baissière maintenue du prix du baril de l'or noir et la nécessité de le compenser, le ministre algérien a mis le doigt sur le fait que l'Algérie dépend entièrement de serremments du marché des hydrocarbures, illustrant ainsi la faiblesse d'une économie qui n'a jamais décollé. L'échec des politiques économiques antérieures est patent, aggravé par une corruption que tout le monde déplore.

Suite Page 2

### Tunisie : la reprise ou le chaos

Le 14 janvier 2011, à l'issue d'un mouvement de contestation initié le 17 décembre 2010, le Président Ben Ali a quitté le pouvoir en Tunisie et une période d'instabilité a suivi jusqu'à l'élection d'une assemblée constituante dominée par le parti islamiste En Nahda, en octobre, l'élection par l'assemblée d'un président de la république, Moncef Marzouki, et la formation d'un gouvernement présidé par Hamadi Jebali, en décembre. Au moment du déclenchement de la révolution, la Tunisie bénéficiait d'une situation économique et financière globalement favorable avec un taux de croissance moyen

de 4,8% pour les dix dernières années. Les événements révolutionnaires ont naturellement eu un impact majeur sur l'économie du pays, notamment le secteur touristique qui emploie plus de 400 000 personnes et constitue une source de devises appréciable. Le PIB et le taux de croissance (autour de 1% selon la BAD) ont dégringolé. Les investissements directs étrangers (IDE) ont chuté de 25,7%, L'instabilité macroéconomique a conduit à la récession de l'économie tunisienne ainsi qu'à l'aggravation des déséquilibres commerciaux, budgétaires et financiers. Le secteur bancaire est devenu

mal en point, et sa capacité à financer l'économie en panne. Dans ce contexte, le chômage a enregistré sur l'année 2011 une augmentation de 13 à 18,9% de la population active. Cette situation a encore été aggravée par le retour de 75 000 Tunisiens expatriés en Libye, soit 2% de la

population active.

Suite Page 2



AL AYAM - PARIS

## Le Maroc pays émergent

Charles Saint-Prot

### Suite de la Page 1

qui propose une riche gamme de produits utilisés notamment dans le secteur des BTP et de l'électroménager, place le Maroc dans le cercle des grands pays producteurs d'acier et vient répondre à une demande croissante pour des produits d'acier de qualité supérieure. La production de ce grand complexe est également orientée vers le marché européen, africain et asiatique.

### Un chef de file pour les énergies renouvelables

Par ailleurs, le Maroc a su investir dans les secteurs d'avenir. Le Roi a impulsé un vaste projet de développement des énergies renouvelables, qui devrait permettre au Maroc de réduire sensiblement sa facture énergétique et, à terme, d'être un pays leader dans ce domaine et même un exportateur d'énergie à destination des pays

européens. En juin, a eu lieu de l'inauguration, à Ouarzazate, de la plus grande installation thermo-solaire du monde. Cette installation qui devrait démarrer en 2014, est le premier site du plan solaire marocain initié par l'Agence marocaine pour l'énergie solaire (MASEN). Le plan solaire représentera au total un investissement de 70 milliards de dirhams (environ 6,4 milliards d'euros) pour la réalisation de cinq centrales d'une puissance totale de 2000 MW.

A côté du plan solaire marocain, cinq projets de parcs éoliens de 720 MW sont en chantier pour une mise en service en 2012. Grâce aux vents maritimes, le Maroc table sur un important gisement d'énergie éolienne d'un potentiel de 6.000 MW environ. Parallèlement aux efforts proprement marocains, il faut également mentionner le grand projet européen Desertec pour la région MENA, qui démarre en 2012 au

Maroc et vise à construire un site de 500 MW sur une surface de 12 km<sup>2</sup>, pour un coût de 2 milliards d'euros. En même temps, la production d'énergie hydraulique sera renforcée, avec la construction de deux centrales de nouvelle génération, d'une puissance de 550 W, venant s'ajouter aux 26 centrales que compte le Royaume.

### La stabilité est un atout considérable

Ce sont ces réalisations et ses projets ambitieux, mais aussi l'action en faveur du développement humain et la lutte contre la pauvreté, qui permettent au Maroc qui a multiplié son PIB par 2,3 en l'espace de dix ans, de se placer dans le groupe des pays émergents. Lors d'une conférence à Bruxelles sur le thème « Europe et printemps arabe », le 31 mai 2012, le vice-président de la Banque européenne

d'investissement (BEI), Philippe de Fontaine Vive Curtaz pouvait noter que l'évolution tranquille initiée par le Roi Mohammed VI « rassure et donne confiance » aux investisseurs. C'est ainsi que le dynamisme économique, avec un bon taux de croissance prévu durant les quatre prochaines années, vient consolider une exception marocaine que l'on a pu constater sur le plan politique, avec une évolution dans une remarquable stabilité dans le cadre d'une monarchie progressiste et démocratique.



## Algérie (1962-2012) : un médiocre bilan économique

Henri-Louis VEDIE

### Suite de la Page 1

Certes, des dépenses considérables ont été constatées entre 2001 et 2011 pour moderniser les infrastructures du pays et améliorer la vie quotidienne des Algériens. On parle de plus de 500 milliards de dollars qui auraient ainsi été prélevées sur les ressources tirées des hydrocarbures. Mais ces dépenses n'ont pas permis au pays de s'industrialiser et l'industrie ne représente que 5,6% du P.I.B ! Pire encore, le maintien d'une agriculture archaïque ne permet pas aujourd'hui de satisfaire la demande locale de produits de base comme la pomme de terre et la tomate. C'est ainsi qu'en 2011, cinq milliards de produits alimentaires ont été importés alors que l'Algérie aurait largement de quoi nourrir sa population.

Pourtant l'argent existe, les caisses de l'Etat sont loin d'être vides. Ne parle-t-on pas d'un fonds souverain officiel de 50 milliards de dollars ? Mais cet argent n'a servi à ce jour qu'à un soutien, insuffisant, à la consommation. Certes des dépenses sociales ont été faites

pour éviter l'explosion sociale, mais pour autant le pouvoir d'achat reste très faible et le chômage demeure endémique, atteignant un taux effrayant pour les jeunes (plus de 50% selon une étude de l'association algérienne pour la sauvegarde de la jeunesse en 2008) qui n'ont qu'un objectif : fuir à l'étranger.

Cela est d'autant plus préoccupant que les bonnes années appartiennent au passé. Dès 2020, le pays pourrait importer du pétrole, et les exportations de gaz pourraient se réduire compte tenu de la demande intérieure locale. Comment alors financer une politique sociale de plus de 13 milliards d'euros par an en 2011, indispensable pour maintenir, très imparfaitement d'ailleurs, la paix sociale et une stabilité politique qui est à tout moment menacée ? A l'évidence, le bilan est inquiétant. Sans reprendre les commentaires sévères de la presse algérienne où le journal El Watan constate que « le pays est entré dans l'indépendance à reculons », ou Le Quotidien d'Oran qui a titré « Que faire

le 5 juillet prochain ? », force est de constater que les ressources tirées de l'économie de la rente n'ont pas permis l'industrialisation du pays. Utilisées essentiellement pour soutenir la consommation, et non l'investissement, ne préparant en rien le moment où elles auront diminué, ces ressources n'ont pas été utilisées pour construire une économie d'avenir. L'Histoire se renouvelle, retrouvant ici le même processus que celui connu avec la chute de l'empire de Charles Quint. Il est prouvé que l'économie de rente sans vision du futur conduit à la catastrophe.

En ne sachant pas prendre, ou en n'ayant pas voulu prendre le risque de grands projets structurants, comme par exemple le Maroc a su le faire, l'Algérie a incontestablement pris le risque majeur que le train ne passe pas deux fois. Que de temps perdu 'y compris dans la construction de l'intégration maghrébine), que de ressources gaspillées ! Désormais, le droit à l'erreur, l'inertie, l'absence de décision,

ne sont plus de mise si on veut avoir, dans 25 ans par exemple, un autre bilan. Mais dans 25 ans la population ne sera pas de 35 millions d'habitants, mais plus de 50 millions. Les ressources pétrolières du pays auront disparu et les ressources gazières auront diminué. Le pire est donc peut être à venir pour ce pays, qui était pourtant parmi les mieux dotés du Maghreb en ressources naturelles, et, peut-être, pour toute la région maghrébine qui serait perturbée par une crise sociale et politique généralisée en Algérie.



## Tunisie : la reprise ou le chaos

AL AYAM

### Suite de la Page 1

Mais, depuis le début 2012, le pays a amorcé un timide rebond.

### Pas de rebond sans stabilité politique

Durant les premiers mois début de l'année 2012, l'activité économique a progressé par rapport à l'exercice 2011. Selon les résultats préliminaires de l'Institut National de la Statistique (INS), le PIB aux prix constants a enregistré au premier trimestre de l'année 2012 une évolution de 1,2% par rapport au quatrième trimestre de l'année 2011. La loi de finances complémentaires prévoit une croissance de 3,5% du PIB en 2012, reposant sur des croissances prudentes des valeurs ajoutées sectorielles et une reprise progressive des secteurs ayant subi des arrêts. Au cours des quatre premiers mois 2012, les IDE ont enregistré une hausse de 21,1% et environ

1 400 000 touristes ont repris le chemin de la Tunisie, soit une progression de 51,8% par rapport à 2011. Les exportations de produits agricoles et de phosphates enregistrent une hausse et le chômage a légèrement baissé (18,1%). Par ailleurs, l'inflation est restée modérée, autour de 3%.

Ce début de rebond peut sembler encore limité et surtout l'avenir économique du pays, c'est-à-dire la reprise d'une croissance entre 4 et 5%, reste suspendu à la condition que la situation politique se stabilise et la confiance revienne, aussi bien sur le plan national, auprès des ménages et des entreprises, que sur le plan international. Le pays a maintenant besoin de stabilité, mais le problème va être de gérer les demandes et les attentes des couches les plus favorables à la révolution. La baisse

d'activité devrait entraîner une chute des recettes fiscales, donc l'accroissement du déficit budgétaire ce qui limitera d'autant la marge de manœuvre de l'équipe dirigeante qui n'a pas été avare de promesses souvent téméraires et incompatibles. Or, la diminution des recettes fiscales compromet l'objectif essentiel qui consiste à éviter la banqueroute et à redresser l'économie nationale.

La solution passe par l'obligation pour les puissances internationales de tenir leurs promesses de « partenariat durable » et d'aide à la Tunisie (comme d'ailleurs à l'Egypte) et par l'instauration d'un Etat de droit stable, garantissant toutes les libertés publiques et ouverte sur l'extérieur, avec pour préalable de mettre fin à l'insécurité et à l'agitation des groupes extrémistes, prétendus « salafistes » et

autres. A ces seules conditions, la Tunisie, qui peut compter sur le dynamisme et la créativité de son peuple, pourrait retrouver vers le premier trimestre 2013 une croissance satisfaisante. Sinon, ce serait le scénario catastrophe, une poussée encore plus grande du chômage et de la pauvreté, par conséquent la porte ouverte à toutes les aventures. L'alternative est simple : la reprise ou le chaos.



## Tétouan : le Festival Voix de Femmes

**Zeina el Tibi**  
*Envoyée spéciale à Tétouan*

Organisée sous le haut patronage du roi Mohamed VI, la 5<sup>e</sup> session du festival « Voix de Femmes » de Tétouan s'est déroulée, les 6 et 7 juillet 2012, dans la belle « Colombe blanche » de la région du Rif au nord du Maroc.

### L'association Voix de femmes

Présidée par Karima Benyaich, ambassadeur du royaume du Maroc au Portugal, l'association Voix de femmes qui a le souci de célébrer la ville de Tétouan et de mettre en œuvre une politique ambitieuse traduite sur le terrain par la création d'espaces culturels pérennes et la réhabilitation des hauts lieux culturels de la ville, a pour principaux objectifs, d'une part, de mettre en valeur les avancées accomplies au Maroc concernant la condition des femmes marocaines et de contribuer à aider la femme à trouver toute sa plénitude dans la société et, d'autre part, à favoriser les échanges et les contacts. Le festival s'est déroulé sur plusieurs volets : économique, social, culturel et académique avec une journée consacrée à une rencontre de spécialistes sur le thème du développement de la condition féminine en Méditerranée.

### Un volet social

Le volet social a été marqué par l'organisation au centre de la ville de plusieurs étalages de produits du terroir marocain où les travaux de différentes coopératives rurales tétouanaises et nationales, tenues pour la plupart par des femmes, ont été exposés au public. Une opération santé pour tous a aussi été organisée avec la

Durant ce festival pas comme les autres qui, depuis sa création, a su allier un savant mélange de voix féminines venues de divers horizons, la musique méditerranéenne a été à l'honneur à travers la participation d'artistes de renom, comme les Libanaises Carole Samaha et Yara; des troupes venues de l'autre rive de la Méditerranée, notamment le groupe Chambao, icône du flamenco dynamique ; de nombreuses artistes marocaines dont Dounia Batma, Mouna Roukachi et Zineb Ajjadi Reem, qui ont participé à côté des groupes Kelma et Bnat Bladi, à la clôture de cette édition.

### La condition de la femme en Méditerranée

L'un des temps forts de ces journées a été la conférence internationale sur le thème « L'approche genre dans le développement de la condition de la femme en Méditerranée » organisée, le 7 juillet 2012, en collaboration avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe dont Deborah Bergamini préside le conseil exécutif, et en partenariat avec l'Union pour la Méditerranée et diverses organisations.

La conférence a eu pour objet d'étudier par un panel d'experts et d'expertes de l'espace méditerranéen les expériences du Maroc et



étrangères et à la coopération ont mis en exergue l'ensemble des stratégies que le Maroc a mis en place pour améliorer les conditions de la femme marocaine.

Après avoir énuméré les nombreuses avancées de la condition de la femme dans le pays telles que le code de la famille, la transmission de nationalité, l'Initiative nationale de développement humain (INDH), la nouvelle constitution ou encore l'instauration du système des quotas pour encourager la participation politique des femmes, M. Amrani a précisé que cette évolution est le fruit de la ferme volonté et de la vision moderne du Roi qui veut à faire du Maroc un partenaire international s'inscrivant dans l'objectif de proximité avec l'Europe. Plusieurs intervenants ont insisté sur les acquis et les réformes profondes pour améliorer le statut de la femme.

### L'amélioration de la condition féminine est aussi liée à une politique économique et sociale

L'accent a été mis par de nombreux intervenants sur le fait que l'amélioration de la condition féminine n'est pas seulement une question humanitaire mais elle est aussi liée à une politique économique et sociale. Sur ce point, Bernardino Léon Gross, représentant spécial de l'Union Européenne pour le Sud de la Méditerranée a précisé : « la femme est un facteur de croissance fondamental, quand la femme est plus active il y a moins de chômage, il suffit de comparer le taux de chômage en Suède où la femme est très active et qui varie entre 5 à 10%, et le taux du chômage en Espagne, où la femme est moins active, qui est beaucoup plus élevé ». D'autres orateurs ont noté que les pays du pourtour de la Méditerranée ont

beaucoup travaillé pour redonner à la femme sa place, mais reste encore beaucoup à faire pour faire évoluer les mentalités et dépasser les coutumes rétrogrades. Zeina el Tibi, qui préside l'Association des femmes arabes de la presse et est par ailleurs membre du Réseau Euro-Med des femmes du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, a présenté une communication sur « Les médias et la culture : instruments d'expression et de promotion des femmes ».

### Un observatoire de la femme Méditerranéenne ?

Les participants ont adopté une résolution visant à mettre en place une stratégie d'approche genre en Méditerranée, à encourager l'intégration des femmes dans les instances décisionnelles économiques et politiques; à privilégier le rôle des médias pour lutter contre l'image dégradée des femmes et promouvoir des femmes modèles qui sont des exemples pour les nouvelles générations, créer un observatoire de la femme Méditerranéenne.



**Mme Carmen Quintanilla Barba, député à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**

**Mme Zeina El Tibi, présidente de l'OEG et de l'AFACOM**

**Mme Karima Benyaich, ambassadeur du Maroc à Lisbonne et présidente de l'association Voix de femmes**

**Mme Deborah Bergamini, présidente du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud**

collaboration d'une association de médecins venus de la capitale Rabat. Ainsi, des spécialistes dans différents domaines ont pris en charge les soins de plus de 1200 femmes et enfants dans un quartier défavorisé et pendant 48 heures.

d'autres pays du Sud de la Méditerranée et des pays européens en matière des actions, au niveau étatique et de la société civile, visant au développement de la condition de la femme. Lors de la séance inaugurale Mme Benyaich et Youssef Amrani ministre délégué aux Affaires



### Réseau Euro-Med des femmes du Centre Nord-Sud

Au nom du centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, Deborah Bergamini a fait part de la création du Réseau Euro-Med des femmes du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe ([www.nswomennetwork.org](http://www.nswomennetwork.org)) visant à mettre en contact et à faire travailler ensemble des représentants des gouvernements, des parlementaires, des universitaires, des chercheurs et des membres de la société civile.

## Le scandale du Libor...explications:

L'affaire est assez grave pour que le commissaire européen au Marché intérieur, Michel Barnier, parle de « trahison aux conséquences potentiellement systémiques ».

Du fait de ces manipulations, des millions d'emprunteurs ont payé un taux d'intérêt faussé entre 2005 et 2009. Un tel scandale a au moins une vertu pédagogique : il vient rappeler qu'aucune réforme sérieuse n'a été engagée depuis la crise financière de 2008 pour mettre au pas la finance.

Pour la Grande-Bretagne, qui tire une grande fierté des activités financières de la City, cette affaire est vécue comme une catastrophe : elle révèle que le cœur de la City est pourri, que la cathédrale de la finance globale repose sur des mensonges. Le parlement britannique a ouvert une enquête et interrogé depuis juillet les différents responsables.

Jusqu'à-là, seule la banque Barclays a été directement impliquée dans le scandale : ses principaux dirigeants ont dû démissionner début juillet, à commencer par le patron Bob Diamond, un Américain. D'autres établissements européens pourraient être concernés. Une enquête a été ouverte en Allemagne par l'autorité allemande de régulation des marchés, la BaFin. La Deutsche Bank est dans le viseur des autorités.

### Qu'est-ce que le Libor ?

Le Libor, pour « London interbank offered rate » (« taux interbancaire proposé à Londres »), est le taux d'intérêt de référence auquel les banques, sur le marché de Londres, se prêtent entre elles (pour des prêts sans garantie et d'une durée de moins d'un an).

On parle du Libor, mais on devrait dire « les » Libor : il existe en effet des Libor pour dix devises différentes et, pour chacune d'entre elles, de quinze durées différentes, de un jour à douze mois. Il existe donc 150 taux Libor.

Ces taux sont publiés une fois par jour, à 11h45, par l'Association des banquiers britanniques. Ils sont calculés en fonction de ce qui se pratique dans un groupe de 18 banques, le « panel ». Le Libor est donc une moyenne, calculée à partir de transactions réelles réalisées par ces 18 banques et après avoir éliminé les taux les plus bas et les taux plus élevés, pour éviter les anomalies.

La fraude porterait sur le Libor mais aussi sur l'Euribor, un taux similaire calculé pour la zone euro, sur la base d'un panel de 57 banques.

### En quoi consistait la manipulation ?

Certaines banques du panel, à commencer par la Barclays, ont menti sur les taux pratiqués, faussant donc le Libor.

La Barclays a commencé en 2005, pour des raisons qui restent à élucider. Il s'agirait d'une fraude pure et simple, visant à générer des taux favorables aux positions prises par les traders de la banque.

En 2008, la manipulation a eu lieu pour cacher les fragilités de certaines banques.

Les conditions des prêts à court terme (« liquidités ») que s'accordent entre elles les banques dépendent de nombreux facteurs ; l'un d'entre eux est la confiance que l'on place dans la solidité financière de la banque emprunteuse. Si celle-ci présente un risque, le taux exigé d'elle est plus élevé. Pendant la crise financière, certaines banques ont vu leurs conditions d'accès aux liquidités interbancaires se durcir.

C'était le cas de la banque Barclays. Mais pour que ça ne se sache pas, elle a fait de fausses déclarations au panel du Libor, affirmant avoir obtenu des taux de refinancement plus faibles que dans la réalité.

La Barclays a agi au lendemain d'un coup de téléphone entre le patron de la banque Bob Diamond, et le numéro deux de la Banque d'Angleterre, Paul Tucker. Interrogé par la commission d'enquête parlementaire, lundi, ce dernier a nié vigoureusement avoir conseillé à Barclays de tricher, comme un document interne à Barclays peut le laisser penser. Selon ce document, Tucker aurait déclaré à Diamond qu'il n'était « pas toujours nécessaire » que Barclays affiche des taux « aussi élevés ».

A l'époque des faits (fin 2008), Barclays était si fragilisée que le gouvernement songeait à la nationaliser.

Mais elle n'est visiblement pas la seule banque du panel à avoir menti : l'enquête vise d'autres banques du cartel, qu'elles soient britanniques (Royal Bank of Scotland, Lloyds Bank...) allemande (Deutsche Bank...) américaines (Citigroup, JPMorgan Chase...), suisse (UBS)... en attendant d'éventuelles banques françaises.

### Quelles sont les conséquences de la fraude ?

Le Libor, c'est le cœur de la finance : il sert de référence à de très nombreuses transactions : prêts à la consommation, épargne, swaps, crédits immobiliers... Au total, la valeur des produits indexés sur le Libor se chiffrerait à plus de 350 000 milliards d'euros.

Si le Libor, censé être déterminé dans la transparence, est faussé, cela signifie que l'ensemble de la finance mondiale repose sur du sable. Et que les bilans des banques, leurs comptes de résultats, sont biaisés.

« Certaines banques manipulaient le thermomètre et se débrouillaient pour qu'il n'indique jamais de fièvre », résume Rama Cont, directeur de recherche au CNRS, spécialiste des marchés financiers, dans une interview au Monde.

Cette fois-ci, c'est à Londres qu'éclate



ce scandale, avec des preuves tangibles que le cœur du système est corrompu. Il y a dans ce scandale de quoi conduire à l'effondrement de la confiance entre les acteurs du système. D'où le « risque systémique » évoqué par Michel Barnier.

### Que risquent les banquiers ?

Les banques risquent d'être sanctionnées par des amendes : les autorités américaine et britannique ont déjà infligé la semaine dernière à la banque Barclays une amende de 350 millions d'euros.

Les dirigeants des banques, eux, risquent la démission forcée s'il est prouvé qu'ils ont trempé dans ces manipulations. Mais au-delà ? Théoriquement, des poursuites pénales sont possibles puisque, un peu tardivement certes, le Serious Fraud Office britannique a annoncé vendredi l'ouverture d'une enquête criminelle.

Mais il n'est pas certain que cette enquête débouchera sur des inculpations. Depuis le début de la crise de 2008, aucun patron de grande banque n'a encore été condamné au pénal, malgré les irrégularités qui ont été découvertes.

## 2e Rencontre internationale de la Francophonie économique

250 représentants et dignitaires d'organisations vouées au développement économique d'une trentaine de pays francophones ont participé à la 2e Rencontre internationale de la Francophonie économique (RIFÉ II), organisée du 2 au 4 juillet à Québec, dans le cadre du Forum mondial de la langue française, avec le soutien de l'OIF.

Les participants ont notamment adopté les recommandations suivantes:

1. L'importance de la mobilité des personnes pour le développement économique:

- instituer des mécanismes favorisant la mobilité des gens d'affaires (émission de permis de circulation d'affaires et de visas) ;
- s'appuyer sur les corps intermédiaires économiques et professionnels (chambres de commerce, ordres professionnels, organisations patronales, etc.) pour

l'établissement des modalités et des critères qui régissent ces mécanismes.

2. La création et le développement des entreprises dépendent fondamentalement de la disponibilité des financements:

- favoriser l'accès au financement local et régional ;

- promouvoir la mise en place de mécanismes de financements participatifs et solidaires (création de la Société francophone d'investissement - SOFRIN).

3. La mondialisation des marchés et du rôle de plus en plus essentiel que jouent les nouvelles technologies:

- développer un espace numérique francophone des affaires au service de l'ensemble des acteurs économiques (création d'un portail francophone des affaires).

4. Le développement économique est conditionné par la création et le développement des entreprises:

- valoriser l'entrepreneuriat et la culture entrepreneuriale, en particulier chez les jeunes, en s'appuyant sur les acteurs institutionnels et la société civile

5. Instituer un dispositif international pour animer et faciliter les contacts d'affaires, mettant à contribution les acteurs locaux et régionaux, tant publics que privés

6. Promouvoir la Francophonie comme une marque d'excellence en matière économique.»

Le président du comité de direction de la RIFÉ 2012, M. Benoît Bernier, a précisé: « L'objectif premier de cette

seconde édition de la RIFÉ était d'élaborer des dispositifs concrets afin de placer l'économie au cœur du développement de la Francophonie, objectif qui a été atteint grâce à la mobilisation des forces vives de la Francophonie autour de cet important enjeu qu'est le positionnement du français comme langue d'affaires ».

Dans la mesure où « l'économie est au cœur du développement de la Francophonie, à défaut de quoi l'avenir de la Francophonie serait compromis », les participants ont mandaté les promoteurs de la RIFÉ de s'assurer que les recommandations de la rencontre soient prises en compte dans les délibérations du prochain Sommet de la Francophonie, à Kinshasa, afin qu'elles soient intégrées au Cadre stratégique 2014-2024 de l'Organisation internationale de la Francophonie.

## Les prix flambent pour le mois du Ramadan

### Algérie : prix stratosphériques en début de jeûne

Comme d'habitude, les prix se sont envolés à la veille du ramadan en Algérie, au grand dam des ménages qui peinent à s'approvisionner sur les marchés. Les fruits et les légumes ont connu une hausse fulgurante à l'approche du mois de jeûne. D'après l'Union générale des artisans et commerçants algériens (UGCAA), une hausse moyenne de 20% est prévue pour le mois.

Si les autorités algériennes assurent que les fruits, légumes, ou encore céréales seront disponibles en quantité suffisante, les précautions semblent avoir été prises aussi avec les viandes rouge et blanche. Pour atténuer la surchauffe des prix, les pouvoirs publics comptent sur un stock d'environ 10 000 tonnes de poulet congelé. Et quelque 10 000 tonnes de viande rouge ont été importées pour assurer des réserves suffisantes.

### Maroc : pénurie maîtrisée, pas l'inflation

Cette année, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche se veut rassurant. Dans un communiqué officiel publié au début de juillet, il écarte toute pénurie sur le marché national durant le mois de ramadan.

Pourtant, La hausse des prix est une réalité

sur les étals marocains. À quelques jours du début du ramadan, épices, féculents, dattes et beurre sont proposés à des prix jusqu'à 3 fois plus élevés ceux de gros.

### Tunisie : hausse des prix sans précédent

Pendant le mois de ramadan, la consommation est multipliée par 1,5 en Tunisie. Les ménages puisent dans leur épargne ou s'endettent pour boucler le mois saint. Cette situation est exacerbée par une hausse sans précédents des denrées alimentaires. Si les prix de la farine, des pâtes, de l'huile et du sucre sont contenus car compensés, ceux des fruits, des légumes et des viandes caracolent en raison des baisses de production, de l'approvisionnement du marché libyen et de l'augmentation des coûts matières premières.

### Égypte : importations massives et subventions

En Égypte aussi, le mois de ramadan s'annonce coûteux. En juin, les prix des denrées comestibles ont connu une baisse de 1,5% par rapport au mois de mai. Mais l'inflation annuelle a atteint 9%, touchant notamment les prix de la viande de bœuf et des volailles, qui connaîtront probablement une nouvelle hausse durant le mois de jeûne. Les prix du riz, du blé et du sucre restent eux relativement stables.

## Ramadan, quid du gaspillage alimentaire ?

Souvent, pendant le mois béni du Ramadan, la nourriture prend une place trop importante. Emissions culinaires, arrivages de denrées alimentaires très variées, budget alloué à la nourriture à la hausse, sans oublier les heures passées des ménagères dans leur cuisine à préparer d'innombrables plats de l'iftar. En effet, des foyers cuisinent des quantités conséquentes de nourriture surestimant souvent les capacités de l'estomac du jeûneur. Et, dans bien des foyers, ce surplus de nourriture finit malheureusement aux ordures.

C'est le cas par exemple au Bahreïn, où, selon un écologiste, plus de 40% des plats préparés pour le mois de Ramadan seront jetés. Les foyers du Bahreïn ont tendance à cuisiner environ 6 à 7 plats traditionnels pour l'iftar. Ce gaspillage alimentaire a des conséquences néfastes sur l'environnement. Dans un petit pays comme le Bahreïn, ce trop plein de déchets sera difficilement recyclé, et créera donc des émissions nocives.

Outre l'aspect écologique, le gaspillage alimentaire est détestable en islam. Dans le Noble Coran, il est dit :

« Ô vous qui croyez ! Ne vous interdisez pas les bonnes choses que Dieu a rendues licites pour vous, en évitant cependant

tout excès, car Dieu n'aime pas ceux qui dépassent les limites permises. » (Sourate La Table servie verset 87)

ou encore :

« C'est Lui qui a créé les jardins treillagés et non treillagés, les palmiers et les cultures au goût si varié, l'olivier et le grenadier de même espèce ou d'espèces différentes. Mangez de leurs fruits quand ils ont atteint leur maturité, et acquittez-en la dîme le jour de la récolte ! Mais évitez tout gaspillage, car Dieu n'aime pas ceux qui gaspillent. » (Sourate Les animaux, verset 141)

Adopter donc le meilleur comportement envers la nourriture est une mesure de bon sens.

A chacun de nous de calculer la quantité de nourriture à préparer afin d'éviter tout gaspillage.

Réduire par ailleurs la quantité de nourriture est également à prendre en compte, le but du jeûne étant en autres de ressentir les conditions dans lesquels se retrouvent ceux qui ont faim sans forcément pouvoir se goinfrer au bout d'une certaine période.

Il faut rester prudents, et éviter d'acheter plus que ce que l'on a besoin.

En clair, n'ayez pas les yeux plus gros que le ventre, même lorsque parfois, la faim et la gourmandise guettent.

## Les dépenses alimentaires des ménages musulmans en France durant le Ramadan (étude)



La Grande Mosquée de Paris

Le cabinet Solis, spécialisé dans les études marketing, a estimé à près de 350 millions d'euros les dépenses alimentaires des ménages musulmans, en France, durant le mois de jeûne du Ramadan qui devrait débuter le 20 juillet prochain.

Ces dépenses concerneront pour l'essentiel les achats de viande, produits d'épicerie, produits laitiers, produits frais et les boissons.

### Le mois de jeûne musulman est marqué par une hausse sensible de la consommation dont le niveau varie en fonction des types de produits.

Outre une plus forte propension à la consommation des familles durant cette période (préparations culinaires plus élaborées, rupture du jeûne et prise des repas dans un cercle familial élargi, consommation plaisir...), la demande est entretenue par :

- une offre de produits plus abondante dans les points de vente avec, de plus en plus, un soutien promotionnel visible à travers des mises-en-avant et des prospectus spécifiques de la part des distributeurs ;
- mais aussi des campagnes publicitaires ciblant les médias communautaires (radios, Internet...), voire utilisant les supports des grands médias (télévision nationale et publicité extérieure notamment).

Pour les Maghrébins de France qui constituent près de 70% de la population musulmane hexagonale (le complément se composant essentiellement des originaires de Turquie et en partie des originaires d'Afrique subsaharienne), la dernière enquête Horizons Shoppers 2012 conduite par Solis montre que :

- 82% des personnes majeures ont déclaré avoir jeûné tout ou partie du dernier mois de Ramadan ;
- 76% déclarent avoir passé la plus

### grande partie du dernier mois de Ramadan en France métropolitaine.

Hormis les achats de viande qui pèsent fortement dans le budget des ménages, Solis a étudié un panier de 15 produits de consommation courante dont les performances de ventes, pendant le Ramadan, ont été classées en 4 catégories :

1. Les produits saisonniers, associés traditionnellement au Ramadan, présentant un pic de ventes avec une forte contribution de cette période à leur chiffre d'affaires : les feuilles de brick, les dattes, le lait fermenté et les soupes traditionnelles du Maghreb, l'harira et la chorba ;
2. Les produits bénéficiant d'un fort impact pendant cette période, certains dopés éventuellement par une météo clémente : les sodas, colas, boissons fruitées, jus de fruit du rayon frais et les fromages à pâtes fondues utilisés dans l'élaboration de plats orientaux ;
3. Les produits enregistrant des progressions conséquentes pendant cette période mais dont la consommation est régulière tout au long de l'année : les produits de charcuterie, les yaourts nature ou aux fruits, le couscous en graines, les bouillons en cube et les sauces à base de tomate ;
4. Les produits dont la consommation s'accroît mais avec une amplitude plus modérée : les plats cuisinés, les chocolats en barres ou en tablettes, les céréales et les corn-flakes.

Cette structure de consommation varie en fonction d'un certain nombre de paramètres, l'âge et l'activité professionnelle notamment, qui vont influencer sur les modes de consommation.

A titre d'exemple, les classes d'âges les plus jeunes, les 18-34 ans, achètent davantage de soupes liquides ou déshydratées de type chorba ou harira, que leurs aînés pour lesquels ces produits sont encore élaborés majoritairement de manière domestique. De même les céréales et les cornflakes, les jus de fruits frais ou les yaourts, séduisent les plus jeunes, notamment comme constituants de la dernière collation avant le début du jeûne, en place de plats traditionnels.

Ces nouvelles tendances de consommation conjuguent à la fois praticité pour les actifs, plaisir de consommer, respect des traditions et échanges culinaires interculturels.

(IINA)

## Amin Maalouf, le nouvel «Immortel»

Alice Secretan

L'écrivain franco-libanais, Amin Maalouf, est entré officiellement le jeudi 14 juin à l'Académie Française. A 63 ans, il franchit le seuil de la prestigieuse institution et succède à Claude Lévi-Strauss au fauteuil 29. C'est à l'École des Beaux Arts qu'il a reçu les invités, proches et notables, les Libanais de Paris et leurs amis et tous ceux venus du Liban et des quatre coins du monde pour fêter cet événement.

Cet homme de Lettres, amoureux de la langue française, est le premier auteur libanais à recevoir l'Épée d'académicien, gravée, pour l'occasion, des noms de sa femme, de leurs trois fils et des premiers mots d'un poème de son père. Un sacre



Amin Maalouf entouré de sa famille

très attendu, après deux tentatives vaines en 2004 et 200. Le gouvernement libanais a fait frapper une médaille à l'effigie de l'écrivain.

« Au Liban, c'était l'euphorie, on en a parlé des mois et des mois ! » s'exclame Joumana Timery, la présidente de l'Association pour la Sauvegarde du Patrimoine de Tripoli (ASPT).

Sur son habit d'académicien, les boutons sont brodés de discrets petits cèdres du Liban symbole du lien entre culture libanaise et française que le nouvel académicien a temps à cœur de promouvoir. : « Ce sont ces valeurs que je porte, les cultures auxquels je m'identifie : la culture que représente le Liban et sa région et la culture de la France, de l'Europe et de l'occident »

Fier de son accession au panthéon de la langue française, il remercie de leur amical soutien les Libanais venus célébrer cet événement qui honore la littérature libanaise. « Je suis très touché de toute cette sympathie, je pense que depuis le premier moment cet événement ne m'appartient pas à moi seul mais c'est un moment qui appartient à l'ensemble des Libanais. Je trouve que leur réaction a été merveilleuse, ils étaient tout le temps-là, heureux, fiers et je m'en réjouis. »

Cette élection à l'Académie consacre un long voyage à travers les mots. Rédacteur du quotidien An Nahar, Maalouf est contraint à l'exil en 1976. A Paris, il devient le rédacteur en chef de Jeune Afrique. En 1986 son roman Léon l'Africain le fait connaître, il décide alors de se consacrer à son art, la littérature et décroche le prix Goncourt en 1993 avec Le Rocher de Tanios.

Elu par Les "Immortels", comme l'on surnomme les 40 membres de l'Académie, en juin 2011, il a déclaré lors de son discours d'investiture à l'Académie « Aujourd'hui un mur s'élève en Méditerranée entre les univers culturels dont je me réclame. Ce mur, mon ambition est de contribuer à le démolir. Telle a toujours été ma raison de vivre, d'écrire, et je la poursuivrai au sein de votre Compagnie, sous le regard lucide de Lévi-Strauss. »

Pour Ziad Maalouf, fils d'Amin Maalouf, et journaliste à RFI, « C'est une fierté pour tous les gens qui sont amoureux de diversité. Je suis heureux pour mon père, cela lui correspond beaucoup : l'amour de la langue française, et je pense que tout ce travail de l'Académie, le respect, les traditions, le côté un peu confrérie fera qu'il s'y sentira bien. »

Amin Maalouf se réjouit de ses futures attributions sous la Coupole, « la gestion



des mots est pour moi une chose très importante pas seulement pour la littérature mais aussi pour la culture d'un pays et la démocratie: que les mots aient une importance et qu'ils soient au cœur d'un débat et d'une préoccupation permanente ».

En attendant, Amin Maalouf nous gratifiera bientôt d'un nouveau roman. En effet, il publiera en septembre, Les Désorientés (Grasset), un récit de voyage d'un historien exilé de retour au Liban. Une œuvre très attendue de celui qui conte si brillamment la beauté et la diversité des cultures.

## Francophonie

### Forum mondial de la langue française au Québec

AL AYAM - PARIS

Le premier Forum mondial de la langue française s'est déroulé du 2 au 6 juillet dans la ville de Québec, au Québec. Il a été ouvert présence d'Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, Stephen Harper, Premier ministre du Canada, Jean Charest, Premier ministre du Québec, Régis Labeaume, Maire de Québec et Michel Audet, commissaire général du Forum.

Décidé à l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, lors du Sommet de Montreux en octobre

2010, le Forum mondial de la langue française a été organisé en collaboration avec le gouvernement du Québec et a bénéficié du soutien du gouvernement du Canada et de la Ville de Québec. Plus de 1 300 participants de la société civile, en provenance de 104 pays, se sont regroupés pour une semaine d'activités, de témoignages et de débats sur la langue française, sa réalité et son avenir. De ce nombre, près de la moitié avait moins de 30 ans et 40 % habitent le continent africain.

Pour les organisateurs, le succès de l'événement repose tant sur la richesse des échanges entre les intervenants et les participants qui ont assisté aux activités tout au long de la semaine que sur la réponse de la population de Québec qui a été au rendez-vous. « Les spectacles au parc de la Francophonie et dans les différents lieux de diffusion ont été très fréquentés. Je suis ravi de la qualité des échanges et particulièrement touché de la participation du grand public à toutes les activités que nous avons offertes » a mentionné Michel Audet, commissaire général du Forum mondial de la langue française. Au total, près de 150 artistes ont fait vibrer la ville aux rythmes de la Francophonie !

Rappelons que lors de l'annonce de la tenue du Forum en octobre 2010, le Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf avait formulé le souhait « que le Forum mondial de la langue française soit un grand rassemblement de la société civile où toutes les générations, hommes et femmes, groupes organisés ou individus, universitaires, diplomates ou citoyens viennent partager leur amour de la langue française, leurs craintes, leurs ambitions et leurs espoirs ».

Les participants au forum ont abordé des questions relatives à l'économie, le travail et la formation, aux références culturelles, à la diversité linguistique et au nouvel univers numérique. De ces échanges s'est dégagé le constat suivant : la langue française est indéniablement une grande langue



Michel Audet, commissaire général du Forum

internationale rassemblant des identités multiples qui coexistent avec les langues nationales, notamment africaines. Pour les participants, l'affirmation de leur identité, dans un contexte de multilinguisme effectif, est un enjeu majeur dans l'espace économique et dans l'univers numérique.

En conclusion, Clément Duhaime, administrateur de l'OIF, a déclaré que « le Forum a montré notre formidable engagement collectif. Nous avons désormais une responsabilité partagée ».



LE FRANÇAIS, UNE LANGUE  
POUR DEMAIN

